L'Abeille
de la Nouvelle-Orleans
Journal Hebdomadaire
Fondée le 1er Septembre 1827

Publié par le Times-Picayune Publishing Co., au Times-Picayune Building, Square Lafayette, Nouvelle-Orléans, Lne., Téléphone Main 4100.

Enregistré à la Poste de la Nouvelle Orléans, Lne., comme matière de deuxième classe, conformément à l'acte du 3 Mars, 1879.

En Louisiane et au Mississippi, par an $2.50
Pour les Etats-Unis, un an $3.00
Par mois ..... 25¢

Une Organisation Economique

POUR LAQUELLE LES ETATS-UNIS SONT EN RETARD SUR LA VIEILLE EUROPE

Parfois, aujourd'hui, nous sommes portés à considérer les Etas-Unis comme fort en avance sur les pays du continent européen pour tout ce qui touche au développement économique et à la vie sociale.

Et, si, nous autres, nous avons souvent ce sentment, les Américains, presque toujours, ont cette flatteuse opinion d'eux-mêmes et de leurs institutions.

Certes, nous n'aurons pas le sot orgueil de soutenir que, sur un grand nombre de points, nous n'avons pas à apprendre et—même à apprendre beaucoup—des hommes d'Outre-Océan, mais nous estimons qu'eux aussi pourraient trouver profit à s'inspirer de ce qui se fait dans notre vieille Europe. Et, parmi eux, d'ailleurs, les plus sages et les mieux informés sont de cet avis.

Voici, par exemple, la coopération de consommation pour laquelle, jusqu'en ces dernières années, on était terriblement en retard aux Etats-Unis.

Cela peut surprendre, à première vue, pour un pays où la population est, en grande partie, d'origine anglaise et où se trouvent des centres industriels importants: on pourrait croire que de nombreux magasins coopératifs eussent dû se créer à l'exemple de celui des "Equitables Pionniers" de Rochdale. Au contraire, la coopération de consommation n'a commencé à se développer aux Etats-Unis que tout récemment.

Les difficultés qu'ont rencontrées les promoteurs de la coopération tiennent, il est vrai, dans une large mesure, à la hardiesse même des Américains en matière d'affaires, à la puissance que l'esprit d'initiative et l'énergie individuelle ont acquise aux Etats-Unis.

Dans la plupart des pays d'Europe, les commerçants se bornent, ordinairement, à mettre des obstacles au développement des coopératives, sans leur faire une concurrence directe. Par contre, les commerçants américains, n'hésitent pas à offrir temporairement, aux acheteurs des avantages exceptionnels, et, lorsqu'ils se sont rendus, de nouveau, maîtres du marché, ils rétablissent les anciens prix et même si possible, ils les surélèvent pour rattraper les pertes consenties. Dans ces conditions, la lutte est bien difficile pour une coopérative qui débute et n'a qu'un faible capital: aussi, maintes fois, celle-ci est-elle vaincue.

D'autre part, lorsqu'une société coopérative triomphe de ces premiers obstacles et finit par connaître la prospérité, le désir de réaliser de plus gros bénéfices entraîne trop souvent ses membres à abandonner les principes coopératifs, aux Etats-Unis plus qu'ailleurs, en raison de l'attrait particulièrement vif qu'exercent les affaires commerciales et de l'amour du gain qui se retrouve dans toutes les catégories de la population: c'est ainsi que beaucoup de coopératives américaines sont devenues d'ordinaires sociétés par actions.

Une dernière raison contribue à rendre plus difficiles, aux Etats-Unis, la fondation et surtout le progrès des sociétés coopératives de consommation: là-bas, plus que partout ailleurs peut-être, aux Etats-Unis, dans les milieux populaires, on change facilement de résidence.

Tout récemment, le "Bureau américain de statistique du Travail" a ouvert une enquête sur le mouvement des coopératives de consommation aux Etats-Unis et cette enquête officielle, tout en révélant les incontestables progrès récemment réalisés, confirme, dans l'ensemble, ce que nous venons de dire.

Les enquêteurs évaluent à environ 775,000 membres, l'effectif total des coopératives de consommation, et à 285 millions de dollars, le montant global annuel de leurs affaires: ce sont là des chiffres, très faibles, si on les compare au chiffre total de la population.

Chose curieuse, ce n'est pas dans les régions dont la situation économique se rapproche le plus de celle de l'Angleterre, que la coopération de consommation a atteint, jusqu'à présent, son plus grand développement. Mais, au contraire, dans les Etats du Centre et surtout dans ceux de l'Ouest que le mouvement est le plus actif. Les sociétés de consommation paraissent s'étendre dans ces régions, sous l'influence des progrès accomplis par la coopération agricole qui acquiert, de jour en jour, une importance plus grande: ainsi le mouvement coopératif américain n'a guère, ni les mêmes origines, ni les mêmes caractères que le mouvement coopératif britannique.

Les coopératives de consommation sont loin d'atteindre, aux Etats-Unis, la force de nos grandes sociétés européennes. L'enquête officielle nous apprend, en effet, qu'en l'année 1920, seulement 5 d'entre elles ont fait un chiffre d'affaires égal ou supérieur à 500,000 dollars, et que 9 sociétés comptaient 2,000 membres ou plus, tandis que les deux tiers des autres n'en avaient pas 200.

La plupart des sociétés n'ont été fondées que récemment, et ce fait peut expliquer, dans une certaine mesure, leur peu d'extension. Des 1,009 sociétés qui ont répondu au questionnaire officiel, 26 seulement existaient depuis plus de 25 ans.

Les résultats financiers ne sont pas des plus brillants. Au cours du dernier trimestre de 1920, il n'y eut que 454 sociétés qui distribuèrent des ristournes ou prorata des achats faits par les sociétaires. Les 361 autres sociétés (sur les 815 pratiquant le système de la ristourne) n'ont pas eu d'excédents à remettre ou bien ont porté ceux-ci aux réserves.

La vente à crédit sur une trop grande échelle, et les immobilisations trop importantes, sont parmi les causes principales de 12 des 70 faillites qui ont emporté des coopératives aux Etats-Unis durant l'exercice 1920-1921.

Tous ces chiffres et tous ces faits justifient notre assertion du début qui a peut-être surpris l'un ou l'autre de nos lecteurs: en matière de coopération de consommation, les Américains pourraient venir à l'école de nos sociétés européennes.

Mais il ne faudrait pas que cette constatation nous donnât une dangereuse fatuité: à notre tour, nous aurions beaucoup à profiter de l'exemple de l'activité progressive des Etats-Unis.—Max Turmann, Professeur à l'Université de Fribourg.

Une Escroquerie

DE 20 MILLIARDS À L'ACTIF DE L'ALLEMAGNE

Il faut revenir sur l'histoire que, l'autre jour, nous a contée le World de New-York. Il faut y revenir, d'abord parce qu'elle est stupéfiante, ensuite parce qu'elle est illuminante...

"Au lendemain de l'armistice, dit le World, des millions de citoyens américains et anglais se mirent à acheter des marks-papier, croyant faire une heureuse spéculation... On évalue à dix millions, rien qu'aux Etats-Unis, le nombre de citoyens qui se trouvent aujourd'hui porteurs de marks. Des banques, des municipalités, en firent provision. La cité de New-York, à elle seule, en a acheté pour plus de 22 millions de dollars... Naturellement, ces marks furent acquis au prix fort. L'Amérique a payé jusqu'à 50 et 100 dollars un billet de 1,000 marks, qui aujourd'hui ne vaut pas 70 cents. On peut estimer à 960 MILLIONS DE DOLLARS la somme colossale investie par l'Amérique dans le papier-monnie allemand: et ce stock vaut aujourd'hui à peine 50 millions de dollars. C'est la plus extraordinaire folie et la plus gigantesque illusion financière de l'histoire."

Ainsi parle le World... Et si, comme il y a tout lieu de croire, il dit la vérité, cela représenterait environ 5 milliards de francs-or, 12 milliards de nos francs-papier actuels que l'Amérique aurait versés à l'Allemagne. L'Amérique, en spéculant, après une guerre victorieuse, a payé autant que nous avons dû payer en 1871 après une guerre désastreuse.

Mais ce n'est pas tout... L'Angleterre, naturellement, a fait de même, la finance anglaise et la finance américaine étant assez enmêlées: et on peut évaluer à 700 millions de dollars (3 milliards et demi de francs-or, 8 milliards de francs-papier) les économies britanniques englouties dans la faillite du mark. Folie encore plus incompréhensible, car la Grande-Bretagne n'est pas aux antipodes de l'Allemagne et ne compte pas 20 millions de sujets d'origine allemande!...

C'est donc, au total, plus de 1 milliard et demi de dollars, plus de 20 milliards de francs de notre monnaie actuelle que les Anglo-Saxons se seraient laissés escroquer par les vendeurs germains de marks.

Je vous disais que l'histoire est illuminante...

Comprenez-vous maintenant la sympathie parfois incompréhensible que de nombreux banquiers anglais et que certains banquiers américains témoignent au relèvement de la finance allemande? Comprenez-vous la résistance extraordinaire que nous rencontrons à Londres et un peu partout, quand nous prétendons faire payer l'Allemagne? Comprenez-vous le moyen de pression et de chantage dont le Reich dispose à travers le monde entier sur des millions d'individus, qu'il a filoutés, ruinés, vidés, mais devant les yeux desquels il brandit ses chiffons de papier, en leur faisant croire qu'ils revaudront un jour de l'or? Comprenez-vous la solidarité qui s'est établie entre les spéculateurs trop naïfs et les filous trop adroits?...

Et l'histoire comporte, bien entendu, une moralité. Elle en comporte même deux.

La première moralité, c'est que, quand un banquier encaisse des millions en plaçant du papier qui ne vaut rien, on l'appelle "voleur" et on lui envoie des gendarmes pour lui mettre la main au collet. Mais, quand ce banquier est le ministre des finances d'un Etat, on l'appelle "Excellence" et on lui envoie une garde d'honneur pour lui présenter les armes.

La seconde moralité, c'est que, quand vous rencontrerez désormais un Anglo-Saxon qui vous soufflera: "Il faut relever le crédit de l'Allemagne," ne dites pas: "C'est un homme qui a plein de pitié dans le cœur"; mais dites: "C'est un homme qui a plein de marks dans la poche."—Stéphane Lauzanne.

LA BELLE SANTE

La moitié au moins des individus sont mal bâtis ou en mauvaise santé! Il suffit pour s'en convaincre de regarder autour de soi. Sur le quai d'une gare, devant un kiosque de tramways, au sortir d'une église, amusez-vous à regarder vos voisins. Que de dos voûtés, de poitrines étroites, d'épaules déjetées, de fausses attitudes! Ce n'est pas un spectacle inutile, car il peut nous apprendre à aimer la santé.

Est-ce donc une chose si difficile que de se bien tenir, de bien respirer, de ne pas s'affaisser sur soi-même? Certes non, mais on n'y pense pas. La triste chose en vérité et combien il est pitoyable de constater que l'on ne fait aucun effort pour conserver, lorsqu'on le possède, ce don magnifique, la bonne santé. Le jour où la maladie se sera substituée à elle, on n'aura de cesse ni de répit, qu'elle ne soit jugulée, et, pour cela, on s'astreindra à toutes les indications, si coûteuses, si fatigantes, si ennuyeuses qu'elles puissent être, que le médecin aura données.

Pourquoi cette erreur d'appréciation, si préjudiciable à tout le monde? Parce que nous sommes des imprévoyants, que nous vivons sur des préjugés, que nous nous laissons emporter par un courant soi-disant impossible à remonter, que nous nous sommes livrés depuis longtemps à la soif de plaisir et d'argent. Qu'est tout cela en face de la santé et de la vie, que nous gaspillons sans songer que l'une ne nous appartient pas, et que nous sommes responsables de l'autre devant tous ceux qui ont besoin de nous, enfants, famille, Patrie.

Sachons conserver la santé. Ce n'est pas difficile, encore une fois: il suffit d'y penser. Que de gens donnent l'illusion de se bien porter, voire même de déborder de vie, et que la maladie guette, qu'une lourde tare menace, dont ils ne pourront peut-être jamais se débarrasser. Sait-on ce que c'est que l'hygiène? Avez-vous conscience d'en respecter les lois? L'enseigne-t-on à nos enfants, à qui elle serait tout de même plus utile à connaître que la dynastie des anciens rois d'Egypte? Non, et l'on attend que la maison brûle pour prendre des précautions contre le feu.

Aussi voyons-nous, en plein vingtième siècle, à une époque où la science a démontré que l'hérédité tuberculeuse n'existe pas—sauf exceptions rarissimes—la tuberculose continue ses effroyables ravages. On continue à laisser faire les fautes les plus grossières contre l'hygiène, afin de donner au redoutable bacille le terrain propice pour germer. Il y a presque un siècle que Fournet dénonçait déjà cette grave erreur. Il écrivait en 1839 qu'un individu à thorax bien développé, bien que pouvant, à la rigueur, devenir tuberculeux, avait les plus grandes chances d'échapper à la maladie. Et il ajoutait qu'au contraire l'individu à thorax uniformément étroit le deviendrait presque fatalement. Or, rien n'est plus facile que d'agrandir une cage thoracique. Pourquoi y a-t-il encore tant de poitrines étroites, tant de candidats à la tuberculose?

Nous vivons sur des préjugés, disions-nous? Le plus néfaste est celui de croire que l'on est en bonne santé, parce qu'on n'est pas malade. C'est faux, et il faut le crier sur les toits. La santé ne se dose pas comme une médicament qu'on débite en pilules, en potions ou en poudres. C'est l'affaire de tous les instants, de toute la vie, et non l'affaire d'un moment. On n'a pas besoin de santé tel ou tel jour, on en a besoin jusqu'à son dernier soupir; cela vaut bien qu'on y songe de temps à autre. Et nous n'y pensons jamais.

Que faire, en définitive? Observez-nous et raisonnez un peu. Si votre équilibre physiologique se rompit, c'est-à-dire si vous maigrissez ou si vous engraissez, c'est que tout ne va pas pour le mieux dans votre organisme. Gageons que vous saurez le plus souvent trouver vous-même le pourquoi de ces variations. Il faut savoir être maître de soi.

Etre maître de soi, cela ne s'apprend pas dans les livres; ce n'est pas seulement avoir fait l'éducation de sa volonté, avoir discipliné ses nerfs, avoir bien meublé son cerveau. C'est, avant tout, savoir ce dont on est capable. Celui qui sait limiter son effort à ses possibilités, est assuré de la plus longue existence.

Cette surveillance de la santé est indispensable à tout âge. C'est aux parents qu'il appartient de surveiller l'enfant, en qui repose tout leur espoir et toute leur affection. Devenu grand, l'enfant se surveillera lui-même. Mais que cette surveillance ne se ralentisse pas. Nous avons besoin de toutes les forces et n'avons le droit d'en laisser péricliter aucune. Quand nous avancerons en âge, il faudra songer encore à notre santé et nous rappeler la parole du docteur Tissié: "Jusqu'à quarante ans, tout parle de la vie; après quarante ans, tout parle de la mort. C'est alors qu'il faut se défendre.—Docteur Henri Diffre.

FINANCES GRECQUES

La gloire coûte cher, et la défaite peut-être encore avantage. Les Grecs vont en avoir fait l'expérience tout à tour, et sans doute finiront-ils par regretter de ne s'être pas bornés à participer, assez petitement, aux opérations de la grande guerre aux côtés des Alliés. Ils n'y avaient rien perdu. La Grèce de 1914 comptait 2,974,103 habitants, celle de 1919 plus de 5 millions. N'était-ce pas suffisant? En 1920, la drachme avait valu jusqu'à 1 fr. 60, et il est à croire que cette prime exorbitante de leur monnaie nationale ne nuisait pas aux hommes d'affaires helléniques. La voici à 39 centimes, et elle pourrait bien descendre davantage. La Grèce, qui a déjà perdu l'Ionie, va être contrainte de lâcher la Thrace, et il lui faudra régler les frais de la guerre de conquête qu'elle s'est obstinée à entreprendre quand l'Europe entière avait déjà assez des aventures.

Mais que vont devenir dans l'affaire les intérêts des capitalistes étrangers porteurs de Fonds Helléniques? Ils sont fort heureusement assez bien protégés, comme l'ont été ceux des possesseurs de Fonds Ottomans, grâce à la tutelle financière, plus ou moins étroite, qu'exercent, par l'intermédiaire d'une Commission internationale, la Haute Banque française et celle d'Angleterre.

La Grèce succombait en 1893 sous le poids de ses dettes, surtout de celles qu'elle avait contractées depuis 1881. Elle se vit dans la nécessité d'inviter ses créanciers à entamer des pourparlers en vue d'un règlement. Au cours de ces pourparlers, qui commencèrent à Athènes en janvier 1894 et continuèrent à Paris en décembre 1895, les créanciers demandèrent qu'un contrôle financier fût imposé à l'Etat. Celui-ci s'y opposa catégoriquement. Mais la Grèce, battue en 1897, fut bien obligée de se montrer plus coulante. L'accord du 26 février 1898 établit ce contrôle; il créa une Commission internationale qui gère certains revenus et impôts mis sous hypothèque au profit des porteurs de Fonds Helléniques. En même temps, les grandes banques négociaient l' "Emprunt 2½% 1898" garanti par les puissances protectrices. Cet emprunt cotait 153 aux plus beaux jours de 1920 et, chose admirable, est en ce moment à 156. La garantie de la France et de la Grande-Bretagne lui suffit évidemment, à défaut de celle de la Russie.

Il fut stipulé en 1898 que l'intérêt primitif des emprunts existants à cette époque serait réduit à 68% pour l'Emprunt 4% 1887, à 32% pour les autres, et que l'amortissement s'effectuerait par achats en Bourse au-dessous du pair, à raison de 1% par an de l'intérêt primitif jusqu'en 1920, et de 2% ensuite. Le service des emprunts antérieurs à 1898 est donc variable, tandis que celui de l'Emprunt 1898 et des emprunts suivants est fixe.

A la garantie du service ainsi déterminé ont été affectés deux groupes de revenus. Le premier, constitué par les revenus de divers monopoles et taxes, est sujet à partage entre la Commission et l'Etat: tout excédent au-delà de 28.900.000 drachmes est réparti, après deduction de 18% pour frais d'exploitation, à raison de 40% à l'Etat et 40% à la Commission; sur la part de cette dernière, 30% sont affectés au relèvement de l'intérêt des emprunts et 30% à l'augmentation de leur amortissement. Le second, qui ne joue qu'en cas d'insuffisance du premier, est constitué par les douanes du Pirée. Un troisième groupe éventuel est formé par les douanes de plusieurs autres villes. Quant aux emprunts subséquents, ils sont également garantis par les mêmes revenus, mais en second rang seulement.

Longtemps stationnaires, les revenus en question ont bénéficié pendant ces dernières années d'importantes plus-values. Avant la guerre, leur produit annuel oscillait entre 55 et 62 millions de drachmes. Il a atteint 101 millions en 1919, 124 millions en 1920 et 132 millions en 1921. Il en résulte que le service d'intérêt de tous les emprunts a pu être intégralement assuré en 1920 et 1921, en même temps que l'amortissement a été accéléré.

Cela n'empêche pas que le budget de la Grèce elle-même ne soit en déficit et que le règlement des dépenses de guerre ne la conduise aux pires expédients. On se souvient qu'il y a quelques mois on avait déjà imaginé à Athènes une emprunt forcé; il consistait à diviser en deux les billets de banque, la moitié de leur valeur étant transformée en fonds d'Etat. Fort heureusement, les porteurs de fonds extérieurs sont à l'abri de ces expériences. Il est même à présumer que les revenus qui sont affectés à ces emprunts resteront assez élevés pour en assurer à peu près intégralement le service comme ces dernieres années. La Grèce a, d'ailleurs, comme la Turquie intérêt à se concillier les faveurs des capitalistes étrangers et de la Haute Banque qui les représente.

LES AMERICAINES

ET L'ECONOMIE

Les femmes cultivées des Etats-Unis ont entrepris une campagne en faveur de l'économie. Jusqu'à présent, cette vertu a été totalement méconnue en Amérique. On l'y confond avec la mesquinerie et l'avarice. "Nous aimons mieux être appelés prodigues que grippesous," répète-t-on volontiers là-bas. Et les Yankees, hommes et femmes, sont fiers de la facilité avec laquelle ils jettent leurs dollars par la fenêtre. Le ridicule de gestes qu'ils estiment d'une magnifique élégance leur échappe complètement. L'an dernier, dans une ville où l'on fêtait une délégation anglaise, un homme d'affaires important de la localité, qui voulait donner aux visiteurs une haute idée de sa cité, étala devant eux les dépenses faites par la Chambre de commerce pour les recevoir, sans négliger un seul détail ni un seul chiffre. Les hôtes honorés à si grands frais furent moins frappés par l'absence de courtoisie de ce discours que par l'accent de fierté dont les Américains se vantaient d'avoir dépensé tant de milliers de dollars en quelques heures.

Miss Ruth Sawyers qui, dans la Woman Citizen (la Citoyenne), expose les idées des femmes américaines sur ce sujet, attribue le gaspillage des dernières années aux fortunes tombées subitement entre les mains de gens inaccoutumés à manier de l'argent et dépourvus de notions précises sur la valeur des choses. Habitués à vivre au jour le jour, ils continuent. Ils ont fait monter les prix, et, malgré le chômage, malgré l'abaissement des salaires, ils maintiennent les prix élevés, et s'en font gloire.

Les histoires de nouveaux riches courent les rues, colportées par les vendeurs et les vendeuses des magasins. Miss Sawyers en rapporte deux, qui sont, dit-elle, très typiques... typiques de notre époque, plus encore que de l'Amérique. Jugez-en. Une dame simplement vêtue, mais d'allure très distinguée, et comptant derrière elle plusieurs générations d'ancêtres bostoniens, se présente au rayon de modes d'un grand magasin. Elle essaie un chapeau qui lui plaît. Le prix? Soixante-cinq dollars. En souriant, elle ôte le chapeau et le tend à la vendeuse. "Il me plaît, dit-elle, mais je ne paie pas un chapeau ce prix-là." Une autre acheteuse, qui a tout entendu, s'avance: une grosse femme commune, très luxueusement habillée. Elle tend la main: "Donnez-le moi: il me plaît aussi, et je le prends." Et, se tournant vers la dame descendante d'une vieille famille: "C'est nous, et pas vous, qui achetons maintenant les manteaux de fourrure et les beaux chapeaux."

Ce qui est vrai. Et pas seulement en Amérique!

Encore à Boston—Boston, la vieille ville où la culture intellectuelle était si haut prisée. Dans le même grand magasin, une autre dame vient pour s'acheter des bas. Elle succède au comptoir à une acheteuse, qui s'en va emportant un paquet de bas de soie. Le vendeur en montre de pareils à la dame: ils coûtent $3.75 la paire... C'est de la bonne soie... La dame secoue la tête: "Montrez-moi quelque chose de moins cher." Mais le vendeur insiste: "Ils sont très bons. J'en vends beaucoup. Cette dame, avant vous, en a cheté six paires." La cliente sourit: "Je le crois bien: cette dame est ma cuisinière. Elle peut se permettre cette dépense. Moi, pas." Et elle choisit des bas à $2.25.

La vie tout entière est faussée aux Etats-Unis par ce gaspillage insensé. Il est intéressant de lire dans l'article de Miss Sawyers, que les manufacturiers, les marchands eux-mêmes sont aujourd'hui les plus convaincus de la nécessité, pour le peuple américain, d'apprendre l'économie et la prévoyance. C'est une éducation à faire, et presque une éducation individuelle, car l'art d'économiser, qui est celui d'établir de justes proportions entre les dépenses et les revenus, sans oublier la part de la réserve, varie nécessairement avec les individus et les cas particuliers. Les femmes qui ont pris en main cette cause s'évertuent d'abord à faire comprendre au pays qu'économie n'est pas synonyme de mesquinerie. Elles pourraient ajouter que prodigalité n'est pas l'équivalent de générosité.

La maman.—Que fais-tu, Henriot?

Henriot.—Je joue dans la rue avec un autre chien.

LE PASTEUR VOLANT

L'aviateur américain, lieutenant Belvin W. Maynard, s'est tué, comme on sait, au cours d'un vol pendant une fête donnée par le "Cirque Aérien," qu'il avait créé.

La personnalité du pilote, sur lequel nous avons obtenu de curieux renseignements, nous incite à raconter le roman de cette vie dont l'orientation toujours très élevée devait logiquement aboutir à l'avion.

Ce pilote extraordinaire avait embrassé l'état ecclésiastique. La guerre le trouva occupé à étudier la théologie au "Wake Forest Baptist Theological Seminary." Lors de l'intervention américaine, Maynard, qui venait d'être ordonné ministre du culte, partit pour la France comme simple soldat. Il en revint avec le grade de lieutenant.

Il rendit de brillants services à son pays en réceptionnant les appareils nouveaux qui étaient livrés à l'armée, travail dangereux et sans gloire. C'est au camp de Romorantin que les avions arrivaient et étaient essayés. Le pilote étonna dès ses débuts les vétérans par un sens du vol qui faisait de lui l'aviateur-né, l'homme-oiseau par excellence.

Rentré dans son pays, le pasteur Maynard continua à voler. Un de ses exploits consista à boucler 318 loopings en 66 minutes, à 1,500 mètres, sans perdre de hauteur.

Il fut licencié en 1920 et se lança aussitôt dans une entreprise de photographie aérienne.

Mais il se distingua bientôt par une spécialité fort originale: celle de faire des mariages en l'air. Mais qu'on ne s'y trompe pas. Nous ne parlons pas au figuré; mais au réel. Il ne s'agit pas ici de mariages plus ou moins fantaisistes, de la main gauche ou à l'anglaise; notre héros était trop sérieux pour se livrer à ce genre de sport. C'étaient bel et bien des mariages aériens qu'il consacrait le plus gravement du monde à une altitude qui permet d'avoir une opinion élevée de soi-même et qui inévitablement, doit donner des idées plus ou moins éthérées.

Il unit de nombreux couples à 2,000 mètres au-dessus de sol. Sa dernière cérémonie nuptiale date du 23 août. Il maria l'aviateur militaire Lloyd M. Bertaud à Miss Helen V. Leut au-dessus de l'Hudson.

Notre héros vivait à Queens Borough avec sa femme et ses quatre enfants.

Ses titres de gloire pendant la guerre et ses fonctions originales de ministre du culte volant ne sont pas les seuls qui aient fait connaître B. W. Maynard.

En octobre 1919, il courut, en effet, la formidable course de l'Atlantique au Pacifique et retour, et gagna cette formidable épreuve de 5,400 miles en neuf jours, volant exactement 67 heures 3 minutes 14 secondes.

Au cours de cette performance magnifique, toutes les qualités du brillant pilote furent mises en valeur. Ses qualités de mécanicien aussi.

Pendant l'une des étapes, il a une panne près du sol dans le Nébraska. Il atterrit magnifiquement dans un champ de blé et voit tout de suite que le vilbrequin de son moteur est cassé. Sans hésiter, il emprunte un auto dans la ferme voisine (qui n'a pas un auto en Amérique?) part à toute allure à 50 miles de là où il sait qu'un appareil du même type que le sien est garé. Il obtient du pilote de pouvoir enlever le moteur qu'il charge sur un camion et amène à l'endroit où il a laissé son appareil. Son mécano et lui travaillent d'arrache-pied toute la nuit. Le lendemain matin, tout était réparé et le moteur nouveau menait l'avion de Maynard à la victoire.

Mais la mort guettait le bon pilote.

Il avait décollé ayant à son bord le lieutenant L. R. Wood et le mécanicien Charles Mionette pour exécuter un vol d'exhibition semblable à ceux qui depuis plusieurs jours attiraient 30,000 personnes sur son champ d'aviation.

Parvenu à 2,000 pieds, le pilote fit une "glissade sur la queue" qui parassait voulue puis l'on vit l'appareil piquer à la verticale, prendre de la vitesse sans répondre aux commandes et venir s'écraser sur le sol où il prit feu.

On accourut au lieu de l'accident. Les deux passagers étaient morts, Maynard respirait encore mais mourut quelques instants plus tard, sa tête s'était enfoncée dans le sol et des fragments de l'avion lui étaient entrés dans le corps.

La journée fut néfaste pour le cirque Maynard. Peu après le parachutiste Henry A. (Daredevil) Smith de Boston sautait de la nacelle d'un ballon à 1,500 pieds; son parachute ne s'ouvrit pas et il chut lamentablement se tuant net.

L'Amérique fit des funérailles magnifiques aux héros de l'air... On y vit une foule énorme. "L'Américain Legion" escortait les cercueils...

SUR LE TRAMWAY

Dans le tramway, trois femmes sont debout.

Un monsieur galamment se lève:

—Ma place à l'aînée de ces dames.

Personne ne bouge, naturellement, et le monsieur se rassit.

Fondation de New York

Nous lisons dans le "Journal de Roubaix," du nord de la France, l'article suivant:

Si étrange, si "américain" que puisse apparaître, à première vue, cette singulière nouvelle, il faut pourtant se rendre à l'évidence des faits, lorsque l'on a étudié les documents historiques que le "Committee for the anniversary of the 300th anniversary of the foundation of New-York" vient de faire parvenir à la Fédération des Unions de familles nombreuses du Nord de la France: New-York, la plus grande ville du monde contemporain, a été fondée, il y a trois siècles, en 1624, par des pères de famille du Nord.

Les fondateurs de New-York arrivaient de cette partie de la vieille Europe que nous habitons, qui constitue aujourd'hui notre département du Nord et qui s'appelait alors la Wallonnie.

Les noms de ces fondateurs sont connus, ce sont des noms de chez nous que l'on rencontre encore sur les enseignes de nos rues et dans les registres de nos baptêmes: Bayard, Campion, Cornille, Catoire, Dumont, Dutrieux, Decarpentier, Decroix, Decranne, Dufour, Delamotte, Lambert, Leroy, Leroux, Mathon, Merlin, Montagne... et..., tous "pères de famille", ainsi que les désignent en français, dans le texte anglais, les documents que nous avons sous les yeux.

Dans quelles circonstances ces braves gens se trouvèrent-ils transportés de nos campagnes sur l'îlot de Manhattam qu'ils appelèrent "Nouvelles-Avesnes" et qui est aujourd'hui New-York, c'est ce que rapportent avec des détails précis deux livres que l'arrière-petit-fils du fondateur de New-York, Jesse de Forest, né à Avesnes en 1576, vient de faire parvenir à la Fédération des Unions de Familles Nombreuses du Nord de la France.

Jesse de Forest était un marchand-drapier d'Avesnes.

Quelles furent ses relations avec Roubaix? c'est ce que les documents de ce temps ne précisent pas; mais ce qui est certain, c'est que en 1617 Jesse de Forest était en relations d'amitié avec un maître-teinturier de Roubaix, nommé Philippe Dutrieux.

Notre concitoyen, qui étendait ses affaires jusqu'à Amsterdam, avait été marié deux fois; une première fois avec Jacqueline Noiret, une deuxième fois avec Suzanne Duchesne. "Il n'y a aucun doute, lisons-nous dans l'ouvrage de Mme Robert W. de Forest "A Walloon Family in America" que Philippe et Suzanne se trouvaient parmi les colons qui débarquèrent en 1623 dans l'île où s'élève aujourd'hui New-York."

En 1637, lorsque d'autres de Forest arrivèrent à Nouvelle-Avesnes, Philippe Dutrieux, notre concitoyen, était déjà dénommé "an old inhabitant" de la colonie.

Une fille de Philippe Dutrieux épousait en 1641, Isaac de Forest, celui des dix enfants de Jesse de Forest qui fut le fondateur de la Famille Américaine des de Forest, et dont l'un des descendants est aujourd'hui président du Comité qui se prépare à célébrer en 1924, le troisième centenaire de la fondation de New-York.

Roubaix ne prendra-t-il pas part à cette importante commémoration?

UN "REMBRANDT" INCONNU!

Un laboureur de Cobham (dans le comté de Surrey), Angleterre, qui prétend être un descendant direct de John Hoppner, peintre du XVIIIe siècle et possède une lettre autographe qui paraît avoir été destinée au peintre John Constable, se demande si un tableau qu'il vient de découvrir n'est point un Rembrandt authentique.

C'est par hasard que ce fermier du nom de H. Rogers a trouvé dans le double fond jusque là ignoré, d'une vieille commode, une série de tableaux anciens:

—Cette commode, explique-t-il, est en possession de notre famille depuis environ 150 ans. J'avais eu l'intention de la vendre pour 10 shillings. En la deplaçant, j'entendis un bruit bizarre qui provenait... je ne savais d'où exactement.

J'enlevai les tiroirs, mais le bruit continuait. J'examinai attentivement l'armoire et je remarquai sous le fond d'un tiroir une ligne de mastic que je gratta. Une planchette tomba et le faux-fond me fut ainsi révélé. Il contenait trois peintures à l'huile et un assortiment de très vieux bibelots. Cela me parut être une cachette.

L'une des peintures porte la signature très nette "Rembrandt" et représente un paysage—mais je ne puis dire si elle est authentique ou non, tant qu'elle n'a pas été examinée par des experts.

L'OMELETTE

Un petit garçon avait laissé tomber des oeufs que sa mère lui avait envoyé chercher.

—En as-tu cassé? lui demanda sa mère, lorsque l'enfant lui eut raconté l'aventure.

—Non, répondit-il, mais ils sont sortis de leurs coquilles!